



ASTARTÉ
Association Transméditerranéenne
Femme et Cancer du Sein
عشطار

Vers une Communauté Euro-Méditerranéenne pour la Santé du Sein Féminin



Mission d'information Syrie

17 au 24 octobre 2017

En marge de l'onzième Congrès de la Société Syrienne de Radiologie, une mission d'information placée Sous l'égide du Collectif pour la Syrie a été organisée à Damas et Alep en partenariat avec l'Université pour la Méditerranée, l'Association Transméditerranéenne : Femme et Cancer du Sein (Astarté) et l'Association France Proche-Orient.

www.collectif-pour-la-syrie.org



La citadelle d'Alep presque entièrement intacte

Les participants

- Le docteur Anas Alexis Chebib ; président du Collectif pour la Syrie ; président de l'Association France Proche- Orient ; médecin radiologue franco-syrien.
- Le docteur Véronique Bouté ; Présidente de l'Université pour la Méditerranée ; présidente de l'Association Transméditerranéenne : Femme et Cancer du Sein (Astarté) ; médecin radiologue.
- Le docteur Jocelyne Chopier ; administratrice de l'Association Transméditerranéenne : Femme et Cancer du Sein (Astarté) ; médecin radiologue à l'APHP.
- Le docteur Assaad Mohanna ; administrateur de l'Association Transméditerranéenne : Femme et Cancer du Sein (Astarté) ; médecin radiologue à Beyrouth- Liban.
- Leslie Varenne ; co-fondatrice et directrice de l'IVERIS (Institut de Veille et d'Etudes des Relations Internationales et Stratégiques).
- Le docteur Gérard Bapt ; député honoraire ; ancien président du Groupe d'Amitié France Syrie à l'Assemblée National.

Conditions

Ce séjour s'est déroulé de manière très satisfaisante. Même si la guerre n'est pas terminée en Syrie, la situation sécuritaire peut être considérée comme « *bonne* » dans toute la zone sous contrôle gouvernemental. En raison de l'embargo imposé par l'Union Européenne à l'encontre de la République Arabe Syrienne, aucun avion en provenance d'Europe ne peut se poser sur l'aéroport de Damas. C'est la raison pour laquelle, la délégation a atterri à l'aéroport International Rafic Hariri de Beyrouth, puis pris un minibus pour Damas. Le voyage entre les deux capitales s'est effectué sans encombre et le franchissement des frontières s'est opéré sans complication et en un temps record ce qui montre une nette diminution de la tension au sein de la migration des flux entre le Liban et la Syrie.

Les voyages en voiture de Damas à Alep (A/R) se sont passés sans incident, les checkpoints sont beaucoup moins nombreux sur les routes par rapport aux années précédentes. Toutefois, par mesure de précautions, les chauffeurs accompagnant la délégation étaient des professionnels formés à la sécurité et en protection des personnalités. Les conditions d'hébergement à Damas et Alep ont été également très satisfaisantes, dans la capitale la délégation a été logée au Sheraton et à l'hôtel Riga à Alep. Dans cette dernière ville détruite à plus de 30%, les réseaux électriques et d'eau ne sont pas encore complètement fonctionnels mais les progrès sont, là aussi, remarquables. Les habitants bénéficient de l'électricité environ 12h/jour et l'eau au moins deux jours par semaine ou plus selon les quartiers. Les contraintes liées à un voyage dans un pays en conflit ont donc été minimales.

Objectifs de la mission

Pour les médecins de cette délégation, le but de cette mission était avant tout de participer au congrès de radiologie organisé par la Société Syrienne de Radiologie comme ils l'avaient fait par le passé et d'ainsi ancrer leur action dans la continuité de la coopération médicale entre la France et la Syrie, malgré l'embargo qui rend impossible les coopérations scientifiques officielles.

Pour Gérard Bapt et Leslie Varenne, il s'agissait d'établir un diagnostic sur les effets des sanctions coercitives, décrétées par l'Union européenne et les Etats-Unis, sur la situation sanitaire en Syrie, et tous les problèmes liés à ces mesures : manque de personnels soignants, de matériel ; confrontés en prime à la destruction des infrastructures sanitaires. Pour rappel, pendant ce conflit, plus de 1000 médecins et personnels soignants ont été tués, 52 % des hôpitaux et 63% des dispensaires ont été détruits et une grande partie du personnel médical qualifié s'est exilée dans les pays occidentaux. Selon le Président du conseil d'Alep, il y avait avant-guerre 7500 médecins dans le gouvernorat d'Alep. Il n'en reste plus que 2500. Enfin, plus largement, il s'agissait également d'évaluer la situation afin

de trouver de nouvelles voies pour œuvrer au rétablissement de relations diplomatiques aujourd'hui encore totalement bloquées. Plusieurs contacts ont été entrepris aux plans officiels et populaires.

Les entretiens

NB : Le congrès de radiologie a commencé le 19 octobre à Damas, il a, bien entendu, pris une grande place dans ce séjour. La délégation a néanmoins su profiter de la journée du 18 octobre pour rencontrer un maximum d'acteurs essentiels. D'autres rencontres ont eu lieu à Alep le 21 octobre Cet agenda a été organisé par le Collectif pour la Syrie et la traduction assurée par le docteur Anas Alexis Chebib.

- **Le docteur Mahmoud Hamoud, directeur de la direction nationale des Musées et des Antiquités en Syrie**



Le premier entretien a eu lieu avec le nouveau directeur des musées de Syrie, Mahmoud Hamoud qui remplace Monsieur Maamoun Abdulkarim depuis le 1^{er} octobre 2017. Il nous a fait un point de situation sur le sauvetage du patrimoine de l'humanité en Syrie et sur l'étendue des désastres archéologiques et l'impérieuse nécessité de

reconstruction. Il s'agit plus de la destruction des bâtiments que des pièces de musées, qui elles ont été sauvées dans une grande proportion. Il a insisté sur l'excellent travail réalisé par l'UNESCO dans tous les domaines et la bonne coopération avec les services d'Interpol pour retrouver les pièces volées pendant le conflit. Il a, bien entendu, regretté l'arrêt de la coopération avec les institutions archéologiques françaises et a souligné que malgré l'embargo, l'Allemagne, le Japon et l'Italie gardent de très bonnes relations et des coopérations dans le domaine archéologique.

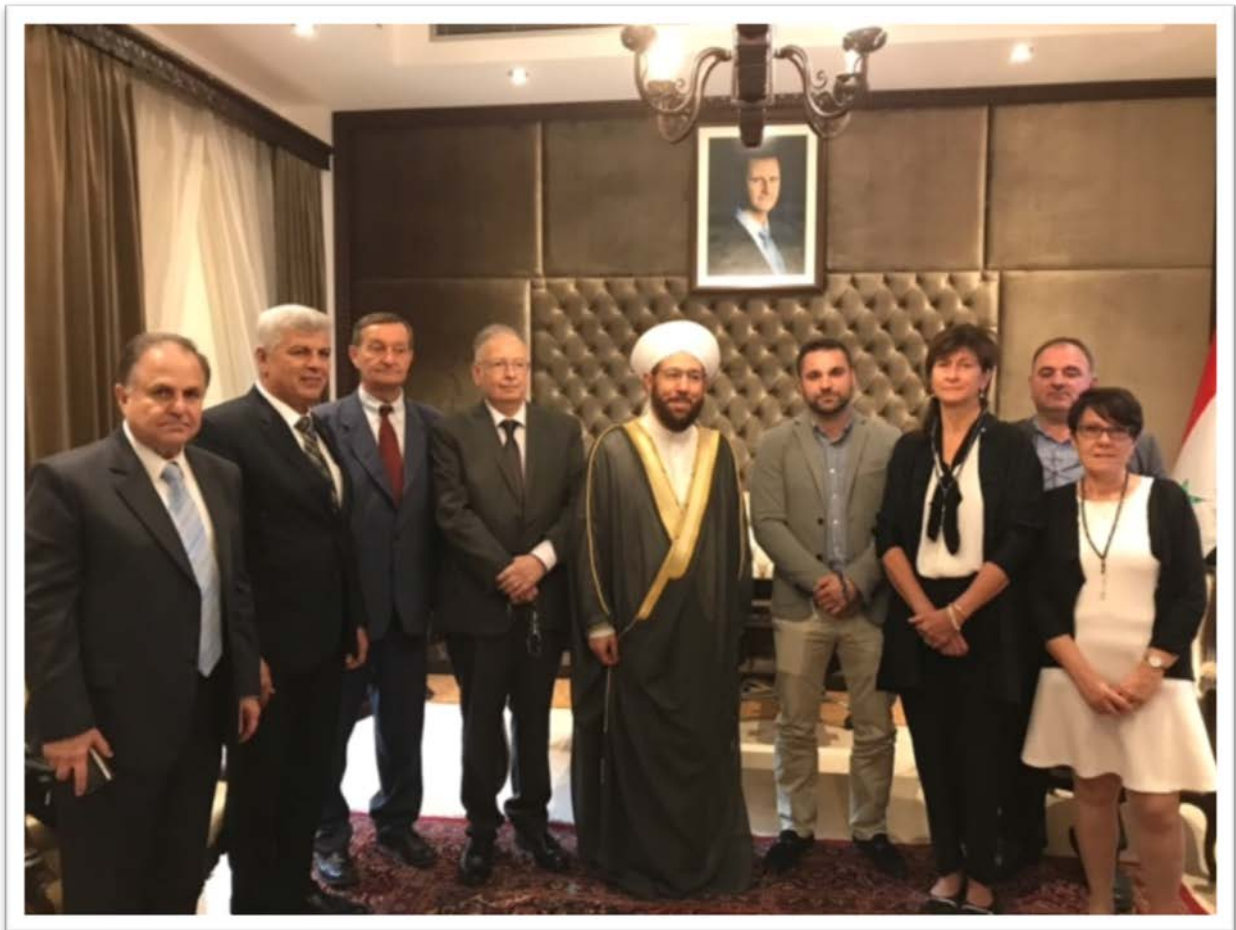
- **Madame Bouthaina Shaaban, conseillère aux affaires politiques du Président Bachar al-Assad**



L'importance de notre délégation de par la présence de médecins, de journalistes et d'un député a conduit Madame Bouthaina Shaaban à vous recevoir sous le cadre d'une rencontre formelle. Notre volonté de dialoguer avec l'ensemble des acteurs syriens. Nous avons abordé l'ensemble des sujets essentiels pour comprendre et observer les évolutions futures pour le retour de la paix en Syrie. Elle regrette premièrement le manque de relation diplomatique avec la France qui fragilise la compréhension des divisions du peuple syrien. Elle a également expliqué qu'il y avait eu quelques contacts officieux avec la France, mais que la République Arabe Syrienne ne souhaitait pas échanger des informations en dehors du cadre légal de ses relations diplomatiques « *nous ne sommes pas une agence de renseignements* ». Elle a espéré également un changement de politique et croit déceler quelques avancées positives, notamment un changement du côté des déclarations de

Federica Mogherini, haute représentante de l'Union Européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité. Sur l'embargo, elle a affiché une position ferme « *cet embargo est illégal* » et a refusé qu'il soit compensé par des dons « *Nous n'acceptons pas de vivre avec des dons, c'est une question d'honneur* ». Elle a terminé l'entretien par une note d'optimisme « le peuple syrien recommence à reconstruire et à produire, il y a une grande solidarité entre syriens. Notre ambition est une meilleure entente entre la Syrie et le monde. Ce qui menace la Syrie, menace l'Europe. ».

- **Son excellence, le docteur, Ahmad Badr Al-Din Hassoun, Grand Mufti de la République Arabe Syrienne**



Le grand mufti a accueilli la délégation chaleureusement et a affectueusement remercié Gérard Bapt pour son amitié fidèle avec le peuple syrien. Il s'est par la suite livré à un discours érudit qui a traversé les siècles et les continents. Il a évoqué longuement la laïcité en France et en Syrie et les menaces qui pèsent sur ce principe de nécessaire séparation de la religion avec l'Etat : « *La religion est une affaire personnelle, l'Etat c'est pour nous tous.* » Le grand mufti a également fait part de sa tristesse devant le déclin de la France et de la perte de sa culture universelle, il a enjoint les personnes présentes à dire au peuple français « *tenez bon, protégez la laïcité qui est la langue culturelle universelle [...] Attention à l'extrémisme qui cache le soleil et priorité à la culture.* » Il a également appelé les musulmans à l'autocritique et à la réforme : « *Nous musulmans nous n'avons pas su présenter notre*

prophète. Nous avons le devoir de relire le coran et de relire les textes sacrés avec un nouvel éclairage. Tous ceux qui veulent construire un Etat religieux sont des menteurs, c'est l'homme qui construit un état pas la religion. »

- **Le docteur Ali Haïdar, ministre de la réconciliation nationale en Syrie**

A la tête d'un parti d'opposition, le Parti National Syrien, Ali Haïdar a pris son poste en 2012. C'est un homme posé, calme qui malgré son agenda particulièrement chargé a pris le temps de nous recevoir pendant plus d'une heure et qui a évoqué les multiples problèmes de son pays, après six longues années de guerre, avec une grande franchise. Selon lui, la solution de la crise syrienne est politique et passe par un dialogue national « *il faut réconcilier, pardonner, tolérer* ». Pour cela, l'Etat syrien a rendu la situation régulière de plus de 100 000 personnes et une grâce présidentielle a bénéficié à 33 000 détenus. Il a évoqué la difficile problématique des quartiers sud de Damas où 5000 djihadistes sont encore présents. Les négociations avec ces groupes armés sont particulièrement difficiles car après avoir signés des accords, ils changent de noms ce qui rend ces accords caducs. Ali Haïdar est également revenu sur nombres de situations complexes comme celles des réfugiés au Liban ou des enfants non-affiliés. Le chantier de la reconstruction de la Syrie sera long et difficile et le ministre de la réconciliation a conscience de la lourde tâche qui lui incombe.

- **Madame Houda Al Houmsi, membre du commandement national du Parti Baath, responsable des organisations populaires et professionnelles**

Comme Madame Bouthaina Shaaban, Houda Al Houmsi est revenue sur l'embargo contraire à toutes les règles de droit international. Elle a rappelé que la Syrie soigne gratuitement toutes les maladies chroniques, malgré tout ce qui s'est passé, et continue de fabriquer localement 80% des besoins nationaux en médicaments. Elle a déploré les conséquences de la guerre qui a engendré beaucoup de personnes handicapées, de maladies et de familles endeuillées. Elle a rappelé que ce conflit, contrairement aux idées répandues, avait touché plus les sunnites que les minorités chrétiennes et alaouites.

- **Mgr. Denys Antoine Chahda ; Métropolitain Syrien Catholique d'Alep**



- **Le docteur Mahmoud Akkaam ; Mufti d'Alep**



- **Le docteur Maamoun Abdelkarim ; ancien directeur des musées et des antiquités en Syrie**



- **Le docteur Zouheir Al-Batal ; président du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins d'Alep et le docteur Abdullah Hatahet ; président de la Société Syrienne de Radiologie**



- **Le docteur Emile Katti ; médecin orthopédiste francophone et directeur de l'Hôpital Privé Al-Rajaa d'Alep.**



- **Le professeur Ibrahim Hadid ; directeur du CHU d'Alep**



Autres entretiens

- Madame Hala Mouracadé Chawi ; présidente de l'Association Alkarma (ONG)
- Docteur Eliane Massaad ; chef de délégation de l'opposition de l'intérieur aux pourparlers de Genève.
- Monsieur Saba Kouba ; président du courant Al-Marada en Syrie.
- Le docteur Abdulkader Al-Hassan ; président du Conseil National de l'Ordre des Médecins en Syrie qui remet à la délégation une lettre adressée au président du Conseil National de l'Ordre des Médecins en France.
- Monsieur Modar Alsaïd ; CEO Alsaïd Global Investissement.

Rencontre publique- Débat

Une rencontre publique avec débat a été organisée le 18 octobre 2017 à 13h00 à Damas au siège du Conseil National de l'Ordre des Médecins en Syrie autour du thème : reconstruction du secteur de la santé en Syrie, avec la participation de l'ONG, SOS Chrétiens d'Orient.

Le secteur sanitaire en Syrie est sinistré par les actes terroristes qui n'ont épargné ni les hôpitaux, ni les usines des médicaments ni les médecins. Beaucoup de ces médecins ont été formés en France. La population civile syrienne subit un embargo injuste comprenant les premières nécessités médicales et sanitaires. Si le corps médical a réussi à trouver les parades, il souffre, bien évidemment, comme tous les Syriens de l'embargo financier. Il souffre également de l'arrêt des coopérations scientifiques avec leurs collègues français.

Malgré tout, l'après-guerre a déjà commencé et le chantier, estimé à 600 milliards de dollars, est titanesque. Il ne s'agit pas seulement de rebâtir, maisons, immeubles, infrastructures, il s'agit également de régler tous les problèmes humains dont la fuite des cadres et des médecins.

A l'aube de cette phase de reconstruction, l'Ordre National des Médecins en Syrie souhaite le retour en Syrie avec ses dimensions collaboratives médicales, sanitaires, culturelles, scientifiques et économiques avec la France.



Le congrès de la Société Syrienne de Radiologie

Malgré l'embargo médical et sanitaire que subit la population civile syrienne, le 11ème Congrès de La Société Syrienne de Radiologie a eu lieu du 19 au 22 octobre 2017. Le troisième depuis 2011. Beaucoup de radiologues ont été formés en France dont le docteur Yasser Safi Ali, président honoraire. Il s'est tenu du 19 au 21 octobre au CHU de Damas et le 22 octobre au CHU d'Alep

La joie de certains médecins syriens de retrouver leurs confrères français et de pouvoir à nouveau échanger avec eux était palpable. Le corps médical et a été, en quelque sorte, comme tous les Syriens d'ailleurs, « *coupé du monde* » pendant ses six longues années de guerre. Ils sont paradoxalement très heureux et très touchés des visites des Français et très sévères vis-à-vis de l'attitude très peu diplomatique de la France et de son rôle tout au long du conflit. Ils croient, enfin ils espèrent, un changement de paradigme du nouveau Président de la République Française, Emmanuel Macron.





Conclusion

Cette mission d'information s'est déroulée pendant un temps particulier de l'histoire récente de la Syrie que l'on pourrait nommer « ni guerre, ni paix ». La guerre n'est pas terminée mais pour les Syriens, qui n'ont pas fui leur pays, l'espoir renaît même si tous sont conscients que de nombreuses difficultés restent à surmonter. Par ailleurs, les difficultés liées à la sécurité et à la vie quotidienne diminuent chaque jour. Par conséquent, cette mission a été confrontée à la fois au passé, à la guerre et ses conséquences, au présent avec les problèmes actuels et également à l'avenir avec les conditions structurelles et humaines de la reconstruction. Cette mission fut riche d'enseignements de la situation actuelle afin de pouvoir envisager une reconstruction proche.

Il faut noter également un fait qui semble très important à mentionner ; malgré la position diplomatique de la France durant ces six dernières années et son rôle dans ce conflit, les syriens restent très attachés à ce pays et sont particulièrement heureux de rencontrer des ressortissants français. La France officielle brille malheureusement par son absence. La réalité sur le terrain est loin d'être celle promue en France. Le retour diplomatique et politique de la France en Syrie avec ses dimensions culturelles, scientifiques et économiques est nécessaire. Si le Président Macron opère un véritable changement de pied dans la politique du Proche et Moyen Orient, la France pourrait sans difficulté rétablir des relations diplomatiques sereines et pourrait même malgré le passif, participer à la reconstruction dans une certaine mesure. La balle est donc dans son camp....

